

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 31/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EVERGREEN GARDEN CARE FRANCE SAS**

Usine de Bourth  
9 route du Fourneau  
27580 Bourth

Références : UBDEO.ERA.24.12.423.SG  
Code AIOT : 0005800830

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement EVERGREEN GARDEN CARE FRANCE SAS implanté Usine de Bourth 9 route du Fourneau 27580 Bourth. L'inspection a été annoncée le 22/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite du 10 décembre 2024 s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle des installations classées. Elle fait suite aux bilans liquides inflammables et 1510 transmis par l'exploitant en décembre 2021.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EVERGREEN GARDEN CARE FRANCE SAS

- Usine de Bourth 9 route du Fourneau 27580 Bourth
- Code AIOT : 0005800830
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société EVERGREEN, implantée à Bourth, est une usine de formulation et de conditionnement de produits de protection de plantes, de supports de culture, d'engrais et d'anti-nuisibles de la maison.

Compte-tenu de la nature et de la quantité des produits présents, le site est une ICPE soumise à autorisation avec un statut SEVESO Seuil Bas. Ses activités sont autorisées par un arrêté préfectoral en date du 24 juillet 2013, complété par un arrêté préfectoral complémentaire du 10 août 2020.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site dispose de 36 Equipiers de Seconde Intervention, pour un effectif de 84 salariés. La formation des ESI est recyclée une fois par an via un prestataire externe, elle comprend une mise en situation dans le cadre d'un scénario d'accident. Un exercice avec les pompiers est réalisé une fois par an. L'inspection constate que le compte rendu du 05 avril 2024 n'amène pas de conclusions; elle encourage l'exploitant à capitaliser sur le retour d'expérience en mettant en place, le cas échéant, un plan d'actions correctives.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Produits dangereux	AP Complémentaire du 10/08/2020, article 6 et 7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Stockage de liquides inflammables	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R511-9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Détection et protection contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 4.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Bilan 1510	Code de l'environnement du 02/12/2015, article L513-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Stockage de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 5.3.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Confinement des eaux	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 6.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points de contrôle 1 à 5 relèvent de la thématique liquides inflammables. Le site respecte les volumes autorisés, dans les stockages prévus - parc à fûts et laboratoire. Les produits sont amenés sur les lignes pour être formulés. L'exploitant est soumis à l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511.

L'inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois,

- d'intégrer tous les liquides inflammables dans l'état des stocks
- de matérialiser les emplacements de stockage de liquides inflammables
- de formaliser le plan d'actions relatif au bilan de conformité et de le transmettre à l'inspection
- de justifier de la couverture des caméras infrarouge positionnés sur le parc à fût, en cohérence avec la matérialisation du stockage des liquides inflammables. Plus largement, il justifiera du respect des prescriptions de l'article 4.3.1 .

Le point de contrôle 6 concerne le bilan 1510 du site:

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre, sous 3 mois, le bilan 1510 actualisé et corrigé suite aux remarques de l'inspection.

Il intégrera à ce bilan le futur bâtiment K8 sujet d'un porter à connaissance en cours d'instruction.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/08/2020, article 6 et 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage et état des stocks
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 6</b>  <i>La localisation des aires de stockage/transit de produits dangereux (combustibles, inflammables ou toxiques) est identifiée sur un plan. Ce plan est mis à la disposition de l'inspection.</i>  <i>Concernant les aires extérieures de stockage des produits dangereux (combustibles, inflammables ou toxiques), celles-ci doivent être matérialisées (marquage au sol, arceaux de protection, bordures anti-stationnement en béton, panneaux d'information,...) afin que les quantités stockées/entreposées prévues dans l'étude des dangers soient respectées. Les géométries de stockage doivent également être respectées.</i></p> <p><b>Article 7</b>  <i>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des matières dangereuses présentes dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les incompatibilités entre substances</i></p>

et mélanges, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte .

L'exploitant tient à jour un inventaire des substances ou mélanges dangereux permettant de connaître par localisation (bâtiments, réservoirs, appareils, équipements, etc.) :

- la nature et l'état physique desdites substances ou mélanges,
- leur dangerosité (mentions de dangers),
- leur quantité.

Cet inventaire est mis à jour a minima quotidiennement.

Un plan général des ateliers, des aires et des stockages est annexé à cet inventaire.

L'inventaire des stocks doit permettre de connaître en temps réel le classement du site au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, tel que mentionné à l'article R.511-11 du Code de l'environnement (classement SEVESO).

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

#### **Constats :**

L'exploitant présente à l'inspection l'état des stocks détaillé du jour de liquides inflammables classés dans la rubrique 4331, ainsi que l'inventaire des stocks présenté par rubrique de la nomenclature des installations classées. Cet extrait permet de visualiser le tonnage maximum de l'année, et le respect vis à vis de l'autorisation du site.

L'exploitant dispose d'un plan des stockages sur lequel il a indiqué les emplacements liés :

- au stockage plastique/ carton/ bois
- à la formulation
- au conditionnement
- au stockage de produits chimiques

L'exploitant présente également le plan ETARE qui identifie les dangers par bâtiment.

Le stockage des liquides inflammables est localisé sur une partie du parc à fûts du site. L'inspection constate sur le terrain que les zones de stockage dédiées ne sont pas identifiées. Une petite quantité de liquides inflammables est présente au laboratoire, en bidon plastique de 20L (arôme) et en bouteilles verre de 2,5L (methanol). L'inspection relève que ce dernier produit, dont le stock à date est d'environ 50L, n'apparaît pas sur l'état des stocks car il ne s'agit pas d'un ingrédient de process mais d'un réactif d'analyse. Il convient néanmoins que l'exploitant prenne en compte tous les liquides inflammables dans son état des stocks.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois,

- d'intégrer tous les liquides inflammables dans l'état des stocks
- de matérialiser les emplacements de stockage de liquides inflammables

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Stockage de liquides inflammables**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2021, article R511-9

**Thème(s) :** Situation administrative, Rubriques de l'installation

**Prescription contrôlée :**

**annexe (4)**

*Rubrique 4331 Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :*

- 1. Supérieure ou égale à 1 000 t A*
  - 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t E*
  - 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t DC*
- Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t.*  
*Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t.*

**annexe (5)**

*Rubrique 4734 - Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :  
essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.*

*La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :*

- 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :*
  - a) Supérieure ou égale à 2 500 t A*
  - b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t E*
  - c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total DC*
- 2. Pour les autres stockages :*
  - a) Supérieure ou égale à 1 000 t A*
  - b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total E*
  - c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total DC*

*Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t.*

*Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t.*

**Constats :**

Le site est autorisé à stocker, par arrêté préfectoral complémentaire du 10 août 2020, une quantité maximum de 60 t de liquides inflammables de catégories 2 et 3. Il est classé au régime de déclaration pour la rubrique 4331 de la nomenclature des installations classées.

L'état des stocks de liquides inflammables classés 4331 est de 5,5 tonnes au jour de la visite.

Le site est soumis à l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511. Cet arrêté a été modifié pour intégrer le

<p>retour d'expérience de l'incendie de 2019.</p> <p>Dans le rapport relatif à la visite du 25 janvier 2022, l'inspection a demandé à l'exploitant d'étudier les mesures et travaux nécessaires afin de se mettre en conformité avec l'arrêté ministériel.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection un bilan de conformité. Il indique à titre d'exemple avoir d'ores et déjà fait l'acquisition du m<sup>3</sup> d'émulseur prescrit à l'article 4.3.1 de l'arrêté ministériel. L'exploitant indique dans le bilan ne pas stocker plus de 10m<sup>3</sup> de LI en récipients mobiles. Il est à noter que l'annexe II relative aux installations existantes est applicable au site. Il demeure que l'exploitant n'a pas établi de plans d'actions précisant les actions à mener, les échéances et les pilotes pour chacune d'elles.</p> <p>Le site dispose d'une cuve de fioul de 10 000 L en rétention, dans une zone semi ouverte du bâtiment D.</p> <p>Le site n'est pas classé au titre de la rubrique 4734 de la nomenclature des installations classées. L'arrêté préfectoral complémentaire précisant un emplacement au bâtiment B, cela devra être modifié lors d'une prochaine mise à jour.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'inspection demande à l'exploitant de formaliser le plan d'actions relatif au bilan de conformité et de le transmettre à l'inspection <u>sous 3 mois</u>.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Stockage de liquides inflammables

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 5.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conception</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>I.-Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.</i>  <i>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.</i></p> <p><i>II.-Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L en bâtiment ainsi qu'en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B de l'article I. 9 de la présente annexe.</i>  <i>Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en bâtiment ainsi qu'en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article I. 9 de la présente annexe.</i>  <i>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2027.</i>  <i>Les dispositions des points I et II ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m<sup>3</sup> dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une</i></p>

<p>détection de fuite.</p> <p><i>Les dispositions des points I et II ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare ne plus stocker de liquides inflammables classés H224. Ainsi, il n'est pas concerné par la disposition du I.</p> <p>L'arrêté préfectoral complémentaire du 10 août 2020 autorise un stockage de 2 tonnes de liquides inflammables catégorie 1 (rubrique 4330). L'exploitant souhaite néanmoins conserver ce classement.</p> <p>Pour le parc à fûts, les liquides inflammables de mention de dangers H225 et 226 sont stockés en extérieur sur racks:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en fûts métalliques de 200L</li> <li>- en fut plastique de 200L pour la térébenthine (l'exploitant indique avoir fait la demande au fournisseur pour passage en fut métallique)</li> <li>- en bidon de 20L plastique</li> <li>- sur le terrain, l'inspection a constaté la présence d'un IBC plastique d'éthanol</li> </ul> <p>Au laboratoire, les produits vus sur le terrain par l'inspection sont en contenants verre de 2,5L et plastique de 20L. L'inspection a constaté sur le terrain la présence de bacs de rétention plastique sous ces contenants.</p> <p>Les dispositions du point II ne s'appliquent pas au stockage extérieur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Confinement des eaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 6.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Récupération, confinement et rejet des eaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les rejets respectent alors les valeurs-limites suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>pH (selon la norme mentionnée dans un avis publié au Journal officiel) : 5,5-8,5 ;</i></li> <li>• <i>matières en suspension (selon la norme mentionnée dans un avis publié au Journal officiel) : 100 mg/l ;</i></li> <li>• <i>DCO (selon la norme mentionnée dans un avis publié au Journal officiel) : 300 mg/l ;</i></li> <li>• <i>DBO5 (selon la norme mentionnée dans un avis publié au Journal officiel) : 100 mg/l ;</i></li> <li>• <i>hydrocarbures totaux (selon la norme mentionnée dans un avis publié au Journal officiel) : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j ;</i></li> <li>• <i>pour les installations de la chimie, indice phénols (selon la norme mentionnée dans un avis publié au Journal officiel) : 0,3 mg/l si le flux est supérieur à 3 g/j.</i></li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p>



<p>Le parc à fûts est entouré d'un muret béton. Les eaux de ruissellement sont dirigées par gravité vers une grille d'écoulement reliée à une fosse de rétention étanche située à l'entrée du parc à fûts. Une arrivée en col de cygne prévient la propagation des flammes en cas de nappe enflammée. L'exploitant indique sur le terrain l'emplacement de la grille d'écoulement vers la fosse. Quand celle-ci est pleine, le laboratoire effectue les analyses sur les eaux puis, en cas d'analyse conforme, renvoie les eaux via une pompe de relevage vers le réseau d'eaux pluviales.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Détection et protection contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 4.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions générales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un appareil;</i></li> <li>- <i>d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site et notamment dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</i></li> <li>- <i>d'un système d'alarme incendie avec report d'alarme ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</i></li> <li>- <i>d'un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;</i></li> <li>- <i>d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles, et munie d'un couvercle ou par tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;</i></li> <li>- <i>d'au moins une couverture spéciale antifeu.</i></li> </ul> <p><i>-d'une réserve d'émulseurs d'au moins 1 mètre cube compatible avec la nature des liquides inflammables stockés. Cette réserve est stockée dans un ou des endroits identifiés et accessibles, notamment par les services d'incendie et de secours. Cette obligation ne s'applique pas aux installations dont tous les stockages de liquides inflammables qui relèvent du présent arrêté sont protégés par un système d'extinction automatique adapté au risque à couvrir ou enterrés.</i></p> <p><i>Si les appareils d'incendie sont alimentés par un réseau d'eau public, les charges afférentes à la protection contre l'incendie sont réparties conformément à l' article R. 2225-7 du code général des collectivités territoriales.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En matière de détection, le parc à fûts est équipé de 2 caméras infrarouge asservis à une alarme générale et à un report d'alarme vers un prestataire externe. L'emplacement des liquides inflammables n'étant pas délimité dans le parc, l'exploitant ne peut justifier au jour de la visite, du bon positionnement des caméras.</p> <p>Le parc n'a pas l'obligation de mise en place d'extinction automatique dans la mesure où il ne</p>

s'agit pas de stockage aérien ni en bâtiment, de liquides inflammables.
A proximité du parc, l'inspection a constaté de la présence d'extincteurs, de poteaux incendie de part et d'autre du parc à proximité de réserves d'émulseurs. Un rideau d'eau est également présent entre le parc à fût et le bâtiment J. L'inspection n'a pas constaté de la présence de produit absorbant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection demande à l'exploitant de justifier <u>sous 3 mois</u> , de la couverture des caméras infrarouge positionnés sur le parc à fût, en cohérence avec la matérialisation du stockage des liquides inflammables. Plus largement, il justifiera du respect des prescriptions de l'article ci-dessus susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Bilan 1510

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/12/2015, article L513-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique 1510
<b>Prescription contrôlée :</b>
<i>Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.</i>
<b>Constats :</b>
<p>Le décret n° 2020-1169 du 24/09/20 a modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement (applicable à compter du 1er janvier 2021). Au regard de l'article L.513-1 du code de l'environnement, l'exploitant avait un an pour se faire connaître.</p> <p>Par courrier reçu le 08 décembre 2021, l'exploitant s'est positionné au regard de la rubrique 1510. Il a appliqué la démarche en 4 étapes (méthode que l'on retrouve dans le guide entrepôt du 24 septembre 2021). Dans le rapport de visite de janvier 2022, l'inspection avait relevé un manque de justifications et d'éléments d'appréciation permettant de statuer sur le respect de la méthode.</p> <p>Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis la liste des bâtiments du site avec toiture, pour lesquels il a précisé les activités.</p> <p>Lors de la visite du 10 décembre 2024, l'inspection a relevé des erreurs dans la démarche présentée en 2021:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'exploitant a distingué les cellules de stockage H1 et H2 du bâtiment H en argumentant sur la présence d'un mur coupe feu et d'une porte coupe feu. Or, ces cellules étant contigües, elles ne peuvent être considérées comme 2 IPD distinctes (cf question I.2.3 du guide entrepôt), le bâtiment H représente une IPD composée de 2 cellules.</li> </ul>

- dans le recensement des IPDs, l'exploitant mentionne la cellule K1 dans laquelle sont placées des cubitainers hors gel avant utilisation. La cellule n'étant pas compartimentée, c'est le bâtiment K qui doit bien être considéré comme IPD dans le cas où les marchandises sont admises comme du stockage.

**Il convient que l'exploitant reprenne la démarche depuis l'étape 1 et actualise les étapes suivantes de manière détaillée et argumentée.**

A titre d'exemple, l'inspection précise certains points:

- il est admis que les installations abritant les encours de production ne sont pas des IPD, il convient le cas échéant de justifier ce point. Cela est abordé dans la question I.2.4 du guide;

- Pour chaque IPD, après avoir listé tous les combustibles (produits, mélanges, déchets, contenants, emballages...), le tonnage à calculer est la quantité maximale susceptible d'être stockée.

- lors de l'étape 3, l'exploitant peut exclure les groupes d'IPD qui constituent une exception prévue par le libellé de la rubrique 1510 ; un des cas possibles est d'exclure du périmètre 1510 un entrepôt « utilisé pour le stockage de produits classés dans **une unique rubrique** de la nomenclature », si ce groupe respecte les deux conditions suivantes :

1. tout ou partie des matières, des produits ou des substances stockés, dans ce groupe d'IPD, peuvent être classés au titre d'une rubrique autre que la rubrique 1510 ; autrement dit, des matières, produits ou substances stockés dans ce groupe d'IPD sont présents dans des quantités ou volumes dépassant les seuils de classement (seuil de déclaration) d'au moins une autre rubrique de la nomenclature des installations classées que la rubrique 1510 ;

2. la quantité restante des matières ou produits combustibles présents est inférieure ou égale à 500 tonnes, après l'exclusion des quantités de matières, produits ou substances combustibles stockés relevant d'une des rubriques pouvant conduire à un classement (autre que la rubrique 1510).

Le cas échéant, cette demande d'exclusion devra être justifiée et argumentée par l'exploitant.

L'inspection a évoqué en salle l'instruction du porter à connaissance déposé le 17 octobre 2024 relatif à la construction du bâtiment K8 sur la parcelle AB115. L'exploitant précise que le bâtiment sera placé à plus de 40m du bâtiment K existant et que le stockage sera de 417 tonnes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'inspection demande à l'exploitant de transmettre, sous 3 mois, le bilan 1510 actualisé.**

**Il intégrera à ce bilan le futur bâtiment K8 sujet d'un porter à connaissance en cours d'instruction.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois